

ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. UNE FLAGELLATION REPOUSSÉE POUR DES RAISONS INCONNUES

La flagellation en public de Raif Badawi, prévue pour le 30 janvier, n'a pas eu lieu pour des raisons inconnues. Cet homme est un prisonnier d'opinion, fouetté en public il y a trois semaines et condamné à 10 ans de prison et 1 000 coups de fouet.

On ignore pourquoi **Raif Badawi** n'a pas été fouetté en public comme prévu le 30 janvier 2015. Contrairement aux semaines précédentes, on ne l'a pas fait sortir de sa cellule pour l'envoyer se faire examiner par un médecin de la prison. Les raisons de ces événements nous sont inconnues.

Amnesty International a également appris que la Cour suprême avait renvoyé le dossier de Raif Badawi au tribunal pénal de Djedda le 3 février. Nous ne disposons d'aucune autre information à ce sujet. La Cour suprême aurait pu confirmer la culpabilité et la sentence du prévenu, ou réclamer un nouveau procès en annulant la décision rendue ou en formulant des observations et des recommandations. Les autorités saoudiennes n'ont fait aucune déclaration officielle sur cette affaire malgré l'indignation de la communauté internationale.

Raif Badawi doit encore purger le reste des peines prononcées à son encontre.

Le 7 mai 2014, le tribunal pénal de Djedda l'a condamné à 10 ans de prison, assortis d'une interdiction de voyager de la même durée et d'utiliser les médias, 1 000 coups de fouet et une amende d'un million de riyals saoudiens (soit environ 200 000 euros). Cette décision est liée au site internet créé par cet homme, « Libérez les libéraux saoudiens » (dont la cour a ordonné la fermeture), et à des accusations selon lesquelles il aurait « insulté l'islam ». La cour d'appel de Djedda a confirmé la sentence le 1^{er} septembre dernier.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à ne plus infliger la peine de flagellation à Raif Badawi ;
- priez-les de libérer cet homme immédiatement et sans condition car il s'agit d'un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression ;
- engagez-les à veiller à l'annulation de sa déclaration de culpabilité et de sa sentence.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 MARS 2015 À :

Roi d'Arabie saoudite et Premier ministre

King Salman bin Abdul Aziz Al Saud
The Custodian of the two Holy Mosques
Office of His Majesty the King
Royal Court, Riyadh, Arabie saoudite

Fax (via le ministère de l'Intérieur) :

+966 11 403 3125 (merci de vous montrer persévérant-e)

Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,
(Votre Majesté, dans le corps du texte)

Ministre de l'Intérieur

Prince Mohammed bin Naif bin Abdul
Aziz Al Saud
Ministry of the Interior, P.O. Box 2933
Airport Road, Riyadh 11134
Arabie saoudite

Fax : +966 11 403 3125 (merci de vous montrer persévérant-e)

Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre de la Justice

Sheikh Mohammed bin Abdulkareem Al-Issa

Ministry of Justice, University Street
Riyadh 11137, Arabie saoudite

Fax : + 966 11 401 1741 / +966 11 402 0311

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Arabie saoudite dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la onzième mise à jour de l'AU 03/13.

Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE23/008/2015/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. UNE FLAGELLATION REPOUSSÉE POUR DES RAISONS INCONNUES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le procès de Raïf Badawi a commencé en juillet 2012 devant le tribunal général de Djedda. Le 21 janvier 2013, cette juridiction a transmis le dossier au tribunal pénal de la même ville au motif qu'elle n'était pas compétente pour juger cette affaire, car elle estimait que Raïf Badawi n'avait pas insulté l'islam et ne pouvait donc pas être accusé d'apostasie. Néanmoins, le procureur général a insisté pour que cet homme soit jugé pour cette infraction. Le dossier a ensuite été transmis à une cour d'appel de Djedda pour déterminer s'il devait être examiné par le tribunal pénal ou par une autre instance, notamment le tribunal général, qui est compétent pour juger les affaires d'apostasie. La cour d'appel a finalement renvoyé l'affaire devant le tribunal pénal, qui a condamné Raïf Badawi le 29 juillet 2013 à sept ans d'emprisonnement et 600 coups de fouet. L'avocat de cet homme a fait appel, avançant que le juge ayant rendu cette décision n'occupait ses fonctions que de manière temporaire et manquait d'impartialité. Le 11 décembre 2013, la cour d'appel a conclu que l'affaire devait être à nouveau révisée et l'a renvoyée devant le tribunal pénal. Le 25 décembre, le juge du tribunal pénal a conclu qu'il n'était pas compétent pour réexaminer ce dossier car le prévenu était accusé d'apostasie. L'affaire a été une nouvelle fois transmise à la cour d'appel pour qu'elle décide de renvoyer l'affaire devant le tribunal pénal ou de la rejurer. Cette juridiction a choisi la première option, et le 7 mai 2014, le tribunal pénal a condamné Raïf Badawi à 10 ans de prison, 1 000 coups de fouets et une amende d'un million de riyals saoudiens (soit environ 200 000 euros). Cet homme a déposé un recours mais la cour d'appel a confirmé la sentence le 1^{er} septembre. L'affaire semble avoir été envoyée devant la Cour suprême en décembre.

Le 9 janvier, Raïf Badawi a reçu 50 coups de fouet en public, devant la mosquée d'Al Jafari à Djedda. Il était censé subir le même châtiment le 16 janvier, mais un médecin l'a examiné et conclu que ses blessures n'étaient pas suffisamment refermées et qu'il ne pourrait pas supporter une nouvelle série de coups. Le 21 janvier, Raïf Badawi a été conduit à l'hôpital Roi Fahad à Djedda, où huit médecins l'ont longuement examiné. Au bout de plusieurs heures, ils ont conclu qu'il souffrait d'hypertension et recommandé aux autorités de ne pas appliquer la peine de flagellation. Néanmoins, on l'a fait sortir de sa cellule deux jours plus tard pour l'envoyer se faire examiner par un médecin de la prison qu'il n'avait jamais vu auparavant. Ce dernier a estimé que cet homme pouvait être fouetté mais lorsqu'il a appris que des confrères avaient émis un avis différent, il a recommandé de le ramener devant ces médecins pour être réexaminé, au lieu de signer les papiers autorisant la flagellation.

Les autorités saoudiennes continuent de mener une campagne de persécution de grande ampleur à l'encontre des défenseurs des droits humains et des militants de la société civile, en engageant des poursuites judiciaires contre eux et en adoptant des mesures arbitraires, telles que l'interdiction de voyager. Le 6 juillet 2014, Waleed Abu al Khair, l'avocat de Raïf Badawi et éminent défenseur des droits humains, a été condamné par le Tribunal pénal spécial à 15 ans de prison dont cinq avec sursis, suivis d'une interdiction de voyager de la même durée. Cet homme a été déclaré coupable d'avoir « désobéi au souverain et cherché à lui ôter sa légitimité », « insulté le pouvoir judiciaire et remis en cause l'intégrité des juges », « créé une organisation non autorisée », « nui à la réputation de l'État en communiquant avec des organisations internationales » et « rédigé, enregistré et envoyé des informations troublant l'ordre public ». Le 12 janvier dernier, sa sentence a été confirmée en appel par la même juridiction. Le juge a décidé qu'il devrait purger l'intégralité de sa peine d'emprisonnement pour avoir refusé de s'excuser (voir <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE23/003/2015/fr>).

Pour en savoir plus sur la récente répression visant des militants pacifiques en Arabie saoudite, consultez *Saudi Arabia: The authorities continue to punish activists for speaking up* (<http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE23/036/2014/en>) et *Saudi Arabia: Counter-terror law continues to provide legal cover to silence dissent a year on* (<http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE23/012/2015/en>).

Nom : Raïf Badawi

Homme

Action complémentaire sur l'AU 03/13, MDE 23/013/2015

AMNESTY
INTERNATIONAL

